L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES JANVIER 2008

APERÇU

- Au troisième trimestre de 2007, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à 2,9 %, en baisse par rapport à la hausse de 3,8 % observée au deuxième trimestre.
- La croissance de la demande intérieure est demeurée vigoureuse. La demande intérieure finale réelle a augmenté de 4,6 %, comparativement à 4,9 % au trimestre précédent. L'accumulation des stocks des entreprises a atteint 15,4 milliards de dollars après avoir affiché un niveau plus modeste de 4,5 milliards au trimestre précédent.
- Les importations réelles ont augmenté davantage que les exportations réelles, freinant la hausse du PIB réel et réduisant tant l'excédent commercial nominal que l'excédent du compte courant (soit l'excédent du montant des rentrées provenant de non-résidents sur celui des paiements qui leur sont versés). L'excédent du compte courant a chuté de 21,2 milliards de dollars pour s'établir à 4,2 milliards, ce qui représente 0,3 % du PIB nominal, comparativement à 1,7 % au deuxième trimestre.
- La vigueur du marché du travail a nourri la progression de la demande intérieure. L'emploi a progressé de 1,7 % au troisième trimestre, contre 1,3 % au trimestre précédent. En novembre, le taux de chômage s'établissait à 5,9 %, en légère hausse par rapport au taux de 5,8 % observé en octobre alors qu'il était à son plus bas niveau en près de 33 ans.

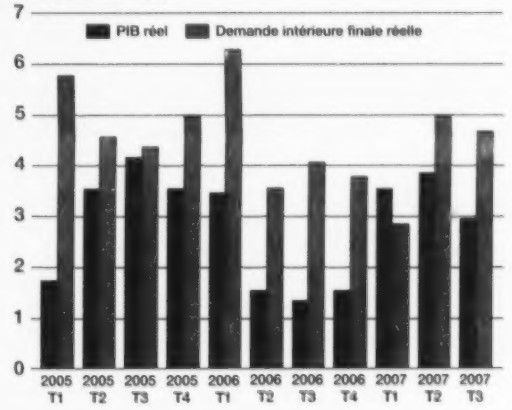
Le PIB réel augmente de 2,9 %

Le PIB réel a augmenté de 2,9 % au troisième trimestre de 2007 (graphique 1). La croissance de la demande intérieure est restée vigoureuse sous l'impulsion de la demande intérieure finale réelle et des investissements dans les stocks. La hausse de la demande intérieure finale a été supérieure à celle du PIB réel pour une 11e fois au cours des 12 derniers trimestres, alors que les importations réelles ont augmenté davantage que les exportations réelles.

Les dépenses de consommation demeurent vigoureuses

Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 3,0 % au troisième trimestre de 2007, en comparaison de 5,9 % au trimestre précédent. Les dépenses consacrées aux biens semi-durables et aux services (notamment les dépenses nettes à l'étranger) ont augmenté, alors que celles au titre des biens durables (surtout les produits de l'automobile) et des biens non durables ont baissé.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle
% (taux annuel)



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles en vigueur en fin de journée le 18 décembre 2007.

Principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage en taux annuels, sauf indication contraire)

	2005	2006	2007 T1	2007 T2	2007 T3	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,1	2,8	3,5	3,8	2,9	–	
Demande intérieure finale	4,5	4,7	2,8	4,9	4,6	–	
Dépenses publiques						–	
Biens et services	2,2	3,3	2,3	3,2	5,8	–	
Immobilisations brutes	10,9	8,1	-2,0	0,8	6,5	–	
Dépenses de consommation	3,8	4,2	3,4	5,9	3,0	–	
Investissement résidentiel	3,5	2,1	8,2	5,8	5,2	–	
Investissements fixes des entreprises	10,8	9,9	-0,8	3,6	8,9	–	
Construction non résidentielle	10,8	12,9	1,6	1,4	2,9	–	
Machines et matériel	10,8	7,4	-3,2	5,8	15,4	–	
Investissements en stocks des entreprises (G$)	13,5	10,2	2,5	4,5	15,4	–	
Exportations	2,2	0,7	0,8	3,1	2,3	–	
Importations	7,5	5,0	0,1	7,7	18,6	–	
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,9	23,6	25,6	25,4	4,2	–	
(% du PIB)	2,0	1,6	1,7	1,7	0,3	–	
Revenu personnel nominal	5,1	6,1	9,8	6,7	1,1	–	
Revenu personnel disponible nominal	4,3	6,4	9,3	3,1	2,5	–	
Revenu personnel disponible réel	2,6	5,0	5,8	0,8	2,4	–	
Bénéfices avant impôts	11,9	5,0	9,0	5,1	10,6	–	
Coûts et prix (%, une année sur l'autre)							
Indice implicite du PIB	3,4	2,4	2,6	3,5	2,8	–	
Indice des prix à la consommation	2,2	2,0	1,8	2,2	2,1	2,5	Nov. 2007
indice de référence[1]	1,6	1,9	2,3	2,4	2,2	1,6	Nov. 2007
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,6	3,1	3,5	4,3	3,0		
Règlements salariaux (total)	2,3	2,5	3,1	3,0	3,9	4,7	Sept. 2007
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	6,3	6,1	6,1	6,0	5,9	Nov. 2007
Croissance de l'emploi	1,4	1,9	3,9	1,3	1,7	3,1	Nov. 2007
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	82,6	88,2	85,4	91,1	95,7	99,45	18 déc. 2007
Taux préférentiel (%)	4,4	5,8	6,0	6,0	6,3	6,00	18 déc. 2007

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 2002.

[1] L'indice de référence exclut huit des composantes les plus volatiles du panier de l'IPC ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement social Canada

L'accélération de la croissance des revenus a soutenu les dépenses des ménages. Le revenu personnel a augmenté de 1,1 % au cours du trimestre. Sous l'influence d'une hausse de l'emploi, le revenu du travail s'est accru de 1,9 %, ce qui est toutefois moins que le taux de 7,2 % enregistré au deuxième trimestre. Ce repli est associé à la fin des paiements d'équité salariale du gouvernement du Québec et des cotisations spéciales du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador au régime de retraite de la fonction publique provinciale. Ces facteurs avaient fait augmenter le revenu du travail au premier semestre de 2007.

Au troisième trimestre, le revenu personnel disponible réel a crû de 2,4 %; par habitant, il a gagné 1,1 %. Le taux d'épargne des particuliers s'est établi à 1,3 %, contre 1,6 % au deuxième trimestre.

2008-00683/

L'investissement résidentiel et l'investissement des entreprises croissent

L'investissement résidentiel a progressé de 5,2 % au troisième trimestre, après un gain de 5,8 % au deuxième. Une hausse des mises en chantier résidentielles a fait bondir de 10,2 % les dépenses au titre des constructions neuves. Les dépenses consacrées aux rénovations ont crû de 4,8 %. Par contre, le marché de la revente de logements a connu un recul par rapport aux niveaux records affichés précédemment, ce qui a fait baisser les coûts de transfert des propriétés de 6,1 %.

Les investissements des entreprises en usines et en matériel se sont accrus de 8,9 % au troisième trimestre, après un gain de 3,6 % au deuxième. Les dépenses en machines et en matériel ont augmenté de 15,4 %. En raison d'une hausse des dépenses en immobilisations des transporteurs aériens, les investissements dans la catégorie des autres types de matériel de transport ont bondi. Les entreprises ont aussi nettement accru leurs dépenses au titre des ordinateurs, des logiciels et du matériel de télécommunications. La construction non résidentielle a progressé pour un 19e trimestre de suite, cette fois de 2,9 %, soit deux fois plus qu'au trimestre précédent.

L'accumulation de stocks par les entreprises s'accélère

Les stocks des entreprises ont augmenté de 15,4 milliards de dollars au troisième trimestre après avoir progressé de 4,5 milliards au trimestre précédent. L'investissement accru dans les stocks représente 2,9 points de pourcentage de la hausse du PIB réel. Les stocks des détaillants et des grossistes ont connu une forte hausse qui était largement attribuable aux stocks de véhicules automobiles. Les fabricants ont eux aussi ajouté à leurs stocks. En raison de l'accumulation des stocks au cours du trimestre, le ratio global des stocks aux ventes a progressé, tout en restant inférieur à sa moyenne des périodes récentes.

Les importations réelles augmentent davantage que les exportations réelles, réduisant l'excédent du compte courant

Au troisième trimestre, les exportations réelles ont crû de 2,3 % et les importations réelles ont bondi de 18,6 %, ce qui maintenait la tendance de hausses des importations supérieures à celles des exportations; cette tendance s'est amorcée lorsque le dollar canadien a commencé à s'apprécier à la fin de 2002. L'augmentation des importations réelles de biens industriels et de matériel ainsi que de produits de l'automobile et de produits de l'énergie a plus que compensé la baisse des exportations de machines, de matériel et de produits forestiers. La faiblesse du marché du logement aux États-Unis a freiné les exportations canadiennes de produits forestiers.

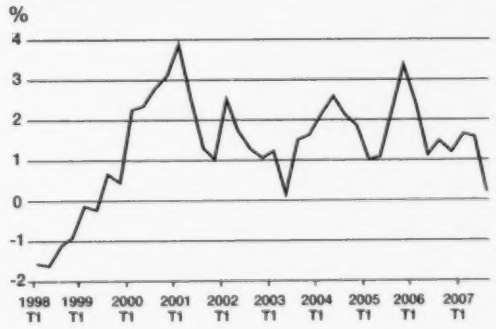
Sauf dans le cas des produits de l'énergie, on a observé des augmentations dans toutes les principales catégories d'importations réelles, notamment de fortes hausses au chapitre des machines et du matériel, des produits de l'automobile et des autres biens de consommation, en raison de l'augmentation des dépenses intérieures des entreprises et des ménages au titre des produits finis et des stocks, conjuguée à une baisse des prix des importations liée à l'appréciation du dollar canadien.

En raison de la forte croissance des importations réelles et de la progression plus faible des exportations réelles au cours du trimestre, la balance commerciale nominale a reculé de 20,5 milliards de dollars et le solde du compte courant a diminué de 21,2 milliards pour s'établir à 4,2 milliards, soit 0,3 % du PIB nominal (graphique 2). Il reste que le compte courant a affiché un 33e excédent de suite.

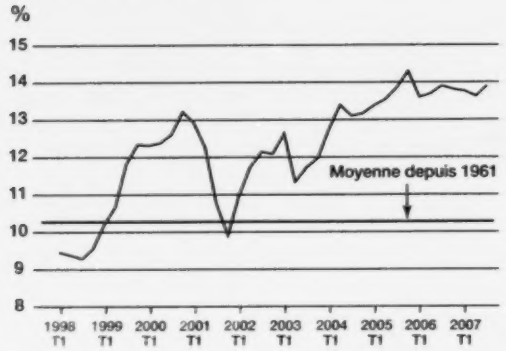
Les bénéfices des entreprises affichent un gain solide

Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 10,6 % au troisième trimestre, après une hausse de 5,1 % au trimestre précédent. Leur part du PIB nominal a s'est légèrement accrue pour atteindre 13,9 % (graphique 3). Bien que ce résultat soit un peu en deçà du sommet atteint à la fin de 2005, il est proche des niveaux records. La hausse des dépenses de consommation a fait monter les bénéfices des détaillants et des grossistes. La vigueur de la demande mondiale et des prix plus élevés ont bénéficié au secteur de l'extraction du pétrole et du gaz, ainsi qu'à celui du raffinage du pétrole et du charbon. Les bénéfices des institutions financières ont aussi augmenté. Ceux des producteurs de bois et de papier ont toutefois diminué, la faiblesse du marché du logement aux États-Unis ayant nui aux exportations.

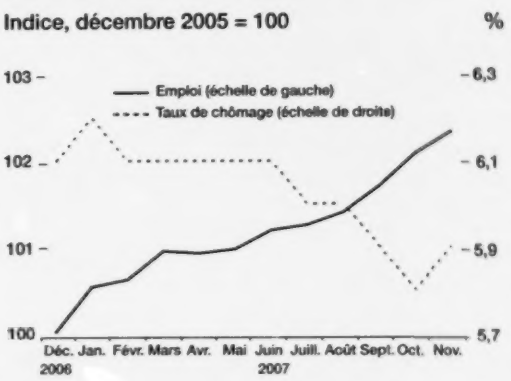
Graphique 2
Compte courant en pourcentage du PIB nominal



Graphique 3
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



Graphique 4
Emploi et taux de chômage



L'inflation des prix à la consommation reste faible

L'indice implicite du PIB, qui constitue une mesure globale des prix, a reculé de 1,0 % au troisième trimestre après avoir crû de 5,3 % au trimestre précédent. Le recul de cet indice est attribuable à des prix plus faibles des exportations d'énergie ainsi qu'à la fin des paiements de cotisations spéciales versés par le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador au régime de retraite de la fonction publique provinciale et des paiements d'équité salariale du gouvernement du Québec. L'indice implicite du PIB dépassait de 2,8 % celui enregistré un an plus tôt.

D'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation a atteint 2,5 % en novembre, soit plus que les 2,4 % observés en octobre mais le même niveau qu'en septembre. L'inflation mesurée par l'indice de référence (qui exclut les huit éléments les plus volatils et l'effet des changements dans les impôts indirects) a reculé en novembre à 1,6 %, d'une année sur l'autre, par rapport à 1,8 % en octobre, premier mois depuis juin 2006 où elle se situait en dessous de la cible officielle de 2 %.

Le taux de chômage est bas

L'emploi a crû de 1,7 % au troisième trimestre, un gain supérieur à celui de 1,3 % enregistré au trimestre précédent. Si on prend en compte les gains subséquents observés en octobre et en novembre, il s'était créé 388 200 emplois nets au Canada depuis la fin de 2006 (graphique 4). Le taux de chômage s'est établi à 5,9 % en novembre, soit un niveau un peu plus élevé que celui de 5,8 % relevé en octobre, qui était le plus bas niveau en 33 ans. Le taux d'activité a atteint un sommet historique de 67,8 % en novembre.

La productivité horaire du travail pour l'ensemble de l'économie est demeurée inchangée au troisième trimestre, après un gain de 1,2 % au trimestre précédent. À l'échelle de l'économie, les coûts de main-d'œuvre par unité produite ont baissé de 1,4 % au troisième trimestre. Ils sont maintenant en hausse de 3,0 % d'une année sur l'autre.

La Banque du Canada réduit son taux directeur

Le 4 décembre, la Banque du Canada a ramené son taux directeur – le taux cible du financement à un jour – à 4,25 %. Dans l'annonce de cette décision, la Banque estimait que la résultante des risques d'inflation était à la baissse en raison des difficultés des marchés financiers mondiaux liées à l'évaluation des produits structurés, aux pertes anticipées sur les prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et au resserrement des conditions du crédit, ainsi qu'à cause des risques planant sur les exportations canadiennes. Réagissant aux perturbations du marché du crédit, la Réserve fédérale américaine a abaissé son taux d'escompte et son taux cible de 25 points de base le 11 décembre. Depuis la mi-août, elle a abaissé son taux d'escompte de 150 points de base et son taux cible, de 100 points de base.

Les prix élevés des produits de base, par exemple le pétrole brut, ont aidé à maintenir le dollar canadien près du niveau de parité avec la devise américaine. Après avoir clôturé à 108,52 cents américains le 6 novembre 2007, un sommet des temps modernes, le cours du dollar canadien a baissé sous le seuil de la parité; il a clôturé à 99,45 cents américains le 18 décembre.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution du ministère des Finances au 613-995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Isabelle Amano au 613-992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*